

LES CAHIERS D'EUROPE 21

LA VENUE DU CHAOS et la difficulté d'écrire l'histoire



La crise des régimes politiques est patente. Les violences et les confrontations des positions radicales s'accroissent. L'ordre mondial se décompose, les foyers de guerre sont multiples. Les rivalités entre les puissances et l'asservissement à un capitalisme déshumanisant sont des vecteurs de dépossession de l'avenir. Certes les aspirations morales et politiques restent vivaces et en quête du bien commun, mais la crise est en nous-mêmes, dans nos modes de penser et d'agir. Quand l'avenir de l'humanité est en jeu, c'est dans chaque être humain que résident responsabilité et imagination.

*Dans cet article, **Philippe Herzog** présente des réflexions sur les dimensions du chaos global qui advient, comme contribution aux recherches qui se développent et tissent une prise de conscience. Il y a besoin de les faire dialoguer. Dans cet esprit, l'auteur a placé en tête et en fin d'article des commentaires sur deux livres publiés cette année qui l'ont particulièrement intéressé : « Le chaos qui vient » de Peter Turchin sur la crise des régimes politiques, et « Le livre de l'Europe » de Peter Sloterdijk qui expose la difficulté que nous avons à nous représenter l'histoire*

SOMMAIRE

- **La désintégration de la société et l'instabilité politique**
- **Le chaos et la décomposition du monde**
- **Un capitalisme de dépossession humaine et politique**
- **Dire vrai sur nous-mêmes**

Philippe HERZOG - Economiste et homme politique de renom, essayiste, Philippe Herzog, polytechnicien et professeur des Universités, a été co-inventeur du 1er modèle de prévisions économiques français. Après une longue expérience de dirigeant au Parti Communiste Français, il fonde Confrontations Europe avec Michel Rocard en 1992. Militant de l'Europe autrement, député européen de 1989 à 2004, puis conseiller spécial auprès de Michel Barnier à la Commission européenne, de 2010 à 2014, il est nommé membre d'honneur de l'Institut Jean Monnet. Co-fondateur du Cercle cinéphilie *OpenWorld-Regards croisés* avec sa compagne Claude Fischer Herzog, il œuvre à une politique de civilisation mondiale.

La désintégration de la société et l'instabilité politique

Pendant plus de vingt ans, Peter Turchin et ses collègues ont mené une recherche sur l'histoire des sociétés humaines au long de plusieurs millénaires et en tous lieux. Ils ont mobilisé des masses de données et les ont modélisées pour expliquer et prévoir leurs dynamiques. Ils affirment ainsi présenter « une nouvelle science de l'histoire » (la cliodynamique) qui met en évidence des cycles d'intégration et de désintégration. Ils ont fait le lien, comme nous devons tous le faire, entre des sociétés qui se déstructurent et des régimes politiques intrinsèquement instables jusqu'à s'effondrer avant de se reconstruire.

Dans son livre, Peter Turchin traite principalement des Etats Unis d'Amérique, mais il pense que la France et d'autres pays suivent leur évolution avec un décalage. Pour lui, le ressort des crises politiques se situe dans la contradiction entre une « surproduction d'élites » disposant d'un pouvoir social et des classes populaires en souffrance. Comme élites, il cite celles qui exercent des fonctions de police et militaires, d'administration et communication, agents de coercition et de persuasion. Il souligne particulièrement le clivage qui s'est creusé entre diplômés et non diplômés, leurs vies et croyances dissonantes et leurs méconnaissances mutuelles. Aux Etats Unis, une petite minorité de la population conjugue des pouvoirs exorbitants de fortune et de politique : c'est une ploutocratie. Mais le nombre des élites est beaucoup plus grand et il n'a fait qu'enfler dans les dernières décennies.

L'auteur aurait gagné à citer les travaux des sociologues inventeurs du concept de « capital social » comme Pierre Bourdieu et Robert Putman. Bourdieu désigne comme élites les membres de réseaux durables qui se reconnaissent mutuellement dans des relations plus ou moins institutionnalisées. Pour la France par exemple, il évoque une « noblesse d'Etat » et l'oppose à « la misère du monde » à laquelle il a consacré une vaste enquête.

La désagrégation sociale liée à la surproduction des élites s'accompagne de ce que Turchin appelle « la pompe à richesse » et de l'abandon de toute notion de coopération. Les réseaux se désagrègent d'eux-mêmes, et cette fracturation est reproduite au niveau des organisations politiques. Quant aux classes populaires, elles connaissent une stagnation décennale de leurs salaires, et les Prix Nobel Anne Case et Angus Deaton ont exposé dans un ouvrage, au-delà des notions et moyennes statistiques d'inégalité, la réalité des « morts de désespoir ». On peut comprendre ainsi que le peuple se retourne contre l'establishment, que les radicalisés deviennent des agents du chaos, les extrêmes en politique ne cherchant plus à définir l'unité de la société. Dans toute l'histoire, aux crises de régimes ont succédé des guerres civiles ou des révolutions, avant que les sociétés ne se refassent autour de pactes sociaux.

Quand on ne sait plus vivre ensemble dans une maison commune, la démocratie devient un mythe qu'on ne cesse d'invoquer. Les recherches américaines du PITF (Political Instability Task Force) portant sur le monde entier autour de la période 1955-2003, financées par la CIA, distinguent plusieurs types de démocratie et d'autocratie, en fait le plus souvent toutes deux partielles. Les démocraties peuvent se transformer en autocraties, et les autocraties tentent de se démocratiser. L'instabilité la plus grande se trouve dans des démocraties livrées à des blocs de factions et de partis qui se livrent « une compétition fortement polarisée et intransigeante au niveau national ». Depuis cette recherche, les choses ont empiré ! De façon générale, pour Turchin, les crises de régime débouchent sur des guerres civiles et/ou des révolutions dans 75% des cas.

Dans ma jeunesse, j'ai beaucoup apprécié le livre du sociologue Barrington Moore : « Les origines sociales de la dictature et de la démocratie ». Les révolutions qui sont à l'origine de la fabrication du monde moderne ont eu lieu dans des sociétés de paysans et de seigneurs. L'auteur en distinguait trois types : dans la révolution bourgeoise en Grande-Bretagne et en France, l'ascension de la bourgeoisie était plus ou moins liée à une alliance avec l'aristocratie. En Allemagne, au Japon, la révolution bourgeoise a été opérée sous l'égide d'Etats militaires souverains. En Russie, pays sans véritable prolétariat ni bourgeoisie, une petite organisation est à l'origine de la fabrication d'un Etat collectiviste.

Dans mes précédents écrits, observant les crises et mutations de la démocratie représentative moderne, j'ai essayé d'imaginer un nouvel Âge de la démocratie, dans le contexte de la révolution informationnelle et de la mondialisation.

Aussi intéressants soient-ils, les travaux de Turchin et ses collègues ne sont pas sans limites qui tiennent d'abord à la méthode. Commencées par des assistants chargés de rassembler les données, agglomérées ensuite sous la surveillance d'un groupe d'« experts-historiens et autres érudits du passé », leurs recherches se sont poursuivies ensuite par le codage et la modélisation des sociétés et de leurs trajectoires. Pour eux tout est mesurable et mathématisable. Or dans la vie des êtres humains tout ne l'est pas. Plus loin je reviendrai sur la notion d'histoire, soulignant que l'Histoire ne saurait être une science comme les autres. Turchin reconnaît une difficulté s'agissant des faits culturels et des idéologies et, par exemple, il évoque les périodes de guerre où le moral des troupes est très important mais affirme néanmoins que ceci est quantifiable.

Autre limite, qui découle d'une mise à plat de l'histoire millénaire du monde : que vaut un modèle qui serait universellement valable ? L'histoire ne repasse pas les plats car l'être humain n'est pas immuable. On peut certes

comparer des périodes historiques et ce n'est pas sans intérêt, et d'ailleurs chacun le fait à sa façon, mais à ses risques et périls quand il s'agit de chercher vérité et prévisibilité. C'est pourquoi historiens et philosophes distinguent les civilisations et les époques. A grands traits, dans le monde antique, le carrefour des civilisations se situait au cœur du continent eurasiatique avant

que notre Europe se forme par la voie romaine, puis dans les Temps modernes parte à la conquête du monde et devienne Europe-Occident. Après la faillite de la civilisation au XXe siècle, autrement qu'une renaissance il faut concevoir l'Europe en pleine métamorphose. Le chaos qui advient est plus largement celui de l'ordre du monde, de sa structuration sociale et institutionnelle.

Le chaos et la décomposition du monde

Après la deuxième Guerre mondiale, l'organisation du monde a vu la naissance d'institutions internationales avec l'ONU et l'établissement de principes et de règles de l'Etat de droit. Mais deux blocs de puissances antagoniques se sont installés et « un équilibre de la terreur » a reposé sur la dissuasion nucléaire. La chute de l'Union soviétique en 1991 n'a nullement rétabli la stabilité, et l'organisation du monde a été bouleversée par la révolution financière, économique, technologique, anthropologique et culturelle qu'est la « mondialisation ». Le nombre des Etats a été multiplié par deux depuis l'après-guerre, chacun se voulant souverain, l'Union européenne s'est étendue mais l'esprit de compétition étouffe celui de coopération et les ententes et alliances entre Etats sont fragilisés.

Il est temps de reconnaître que l'Etat n'est pas l'alpha et l'oméga de l'histoire et que le droit international est miné. Ses agents publics et privés défendent le système économique néo-libéral, craignant le pire s'il s'effondre, mais il est lui-même vecteur d'instabilité, de crises et de désarroi.

On se focalise en géopolitique sur la rivalité entre deux super puissances, Etats Unis et Chine, comme si cette configuration prenait le relais de celle qui opposait les USA et l'URSS. Les deux super grands sont certes en conflit mais ils sont désormais interdépendants et obligés de coopérer. Considérant un affaiblissement de leur force en raison de leurs engagements, les dirigeants américains ont changé de stratégie. Ils veulent renforcer systématiquement leur socle national, mais tout en gardant des atouts majeurs en termes de puissance monétaire et financière, militaire et technologique. Parler de déclin est prématuré, et les difficultés des Etats Unis ne signifient pas symétriquement l'ascension de la Chine souligne Rachir Sharma, l'auteur de « What went wrong with capitalism ». De facto, la Chine contribue à financer les énormes déficits américains et ne dispose pas des privilèges du dollar comme monnaie universelle. Certes leur pérennité est fragilisée, mais le yuan est très loin d'être une monnaie de transactions et de réserves internationales, et le devenir n'irait pas sans éroder l'autonomie en matière de politique économique nationale. La Chine développe des réseaux de coopération dans le Grand Sud, mais celui-ci n'est pas un ensemble cohérent. D'autres puissances s'affirment et surtout, dans un continent entier, l'Afrique, des peuples sont bien décidés à choisir eux-mêmes les voies de leur propre

développement. Mais nulle part n'apparaît une vision pour un nouvel ordre mondial.

Dans ce monde, il n'y a pas de retour des empires, toutes les sociétés sont interconnectées, les violences sont transmises et mutuellement renforcées. Quinn Slobodian, auteur du « Capitalisme de l'Apocalypse », observe la fracturation du monde en de multiples zones de non-droits, de multiples entités paraétatiques et militaires et des Etats instables ou faillis. Il manque un Kissinger pour clarifier l'instabilité radicale du monde actuel.

Incroyable et effrayant : les trois civilisations (latine, musulmane et byzantine) qui se sont opposées en Méditerranée dès leur formation continuent de le faire aujourd'hui. Les crimes commis par les agents européens et américains sont rappelés et dénoncés tous les jours, mais du point de vue de l'histoire du monde écrit Peter Sloterdijk « on continue d'ignorer pratiquement dans l'hémisphère occidental dans quelle ampleur et inhumanité pratiquée sous le manteau des routines religieuses, la traite musulmane des esclaves s'est développée depuis le milieu du VIIe siècle jusqu'au début du XXe » (cf Tidiane N'Daye « Le Génocide ignoré », et Ferghan Azihari « L'Islam contre la modernité »). L'islamisme radical actuel est un des fléaux du monde actuel. Quant à l'Etat russe associé à la civilisation orthodoxe et sa prétention à incarner la troisième Rome, en termes de ravages il n'est pas en reste. L'agression en Ukraine risque de se poursuivre dans une guerre sans fin.

Au Moyen-Orient le régime iranien militaro-théocratique écrase un peuple courageux aspirant à vivre en démocratie. Il tient en otage toute une région et a pour finalité l'éradication de l'Etat d'Israël. L'Europe a voulu ignorer que ce régime, sous couvert de négociations, développait une forte puissance militaire avec la perspective de se doter de l'arme nucléaire. De son côté, sous la conduite de Netanyahu, l'Etat d'Israël – qui pas plus que la plupart des Etats de la région ne veut entendre parler d'Etat palestinien – mène une politique de guerre potentiellement suicidaire pour son propre peuple. Pourtant tous les pays du Moyen Orient auraient besoin de nouer entre eux d'intenses coopérations pour développer leurs énormes potentiels.

Quant à ce qu'on appelle la Communauté internationale, institutionnalisée mais en déshérence, elle n'assume pas de responsabilités pour intervenir dans les conflits, en prévenir d'autres, et gérer les transitions pacifiques

ni au Moyen Orient, ni au Soudan, dans la Corne de l'Afrique et ailleurs. Et alors que l'accord de dissuasion nucléaire est de plus en plus fragilisé par la cyberguerre, l'innovation et la prolifération d'armes de destruction, l'Union européenne et l'OTAN relancent l'armement, Allemagne en tête, et sur proposition de la France, parlent de partager une sécurité nucléaire.

La question de ce qu'est une « guerre juste » n'est pas périmée mais appelle à un réexamen. Toute guerre est intrinsèquement injuste dans la doctrine chrétienne, mais dans le chapitre de sa « Somme théologique » consacré à la charité, Thomas d'Aquin a reconnu qu'il est juste de protéger par la force des peuples victimes de régimes assassins. Parmi les principes qu'il a exposés pour en décider figurent la cause juste, l'intention droite et le besoin de faire appel à une autorité publique compétente. Manifestement ce n'est pas une ONU en retrait qui en est capable aujourd'hui.

Une doctrine fallacieuse est rabâchée : « si tu veux la paix prépare la guerre ». Triste slogan repris d'une autre époque, celle de l'Empire romain, alors que Montesquieu a su rappeler que Rome « c'était la guerre perpétuelle ». On pourrait dire aujourd'hui, alors que le surarmement est la voie qui mène à une guerre planétaire totale, si nous voulons la paix, rassemblons-nous dans un mouvement mondial pour le désarmement. Pionnier de l'histoire des civilisations, Arnold Toynbee a magistralement

souligné au début des années 1950 que le fléau du militarisme conduit à des guerres où les gains d'humanité qui ont pu exister sont balayés, et engendre l'effondrement des civilisations.

Les dirigeants européens cultivent l'idée d'une puissance à acquérir au niveau de l'Union. Comme Bertrand Badie, auteur de « Au-delà de la puissance et la guerre », je pense que la puissance détruit plus qu'elle ne construit. Il ne faut pas confondre force et puissance comme on le fait pour bâtir une « Europe de la défense » érigée en priorité en principe pour protéger les populations. C'est une impasse et un surcoût inutile. Quelle vision du monde, quel rôle l'Europe veut-elle jouer dans ce monde qui justifieraient cette politique et son efficacité ? Personne ne sait. L'Europe se protégerait d'autant mieux qu'elle se donnerait pour mission de devenir une force de paix et de coopération quand nombre de populations en souffrance ont besoin de solidarités massives pour leurs propres sécurité et développement.

Il y a grand besoin de définir ensemble ce qu'est le bien commun à l'échelle de l'humanité. Partout des populations se mélangent, des hybridations ont lieu, mais en même temps la peur des autres, des étrangers, nourrit incompréhension et ressentiment. Déplorer la crise des démocraties mais tourner le dos à la volonté de former société en Europe et avec les autres sociétés du monde, ne peut qu'aggraver notre désintégration.

Un capitalisme de dépossession humaine et politique

Le développement du capitalisme et la formation de la démocratie représentative ont été intimement liés. L'un et l'autre ont fait promesse de liberté, et se sont justifiés dans leurs rôles respectifs. Le capitalisme est « l'invention de l'invention », le prodigieux décollage des forces productives et la richesse des nations (David Landes). La démocratie, c'est le droit de propriété, un gouvernement civil fondé sur un contrat (John Locke), la promesse d'accès du peuple au pouvoir politique. Mais l'ascension du capitalisme a vite buté sur la question sociale. Karl Marx a dévoilé avec force et lucidité le vice du contrat, l'exploitation des travailleurs et l'aliénation des hommes.

Le capitalisme est un système économique instable marqué par des cycles de crises suivies d'essor. Son moteur est l'accumulation de capital poursuivie par ses agents et rendue possible par le profit. La rentabilité, c'est-à-dire le rapport profit/capital, est érigée en critère univoque d'efficacité, et les exigences de rentabilité des investissements sont surélevées. Par contre la question des biens publics accessibles à tous et relevant donc d'un autre mode d'efficacité est minorée. Paul Boccard, économiste néo-marxiste, a montré que les crises sont engendrées par une suraccumulation de capital par rapport à ce que permettent la croissance de la productivité du travail et la demande sociale effective. En matière de productivité, elle est recherchée prioritairement par la réduction de

la dépense pour le travail et guidée par l'augmentation du capital. Un autre mode de productivité a pu avoir lieu mais il est resté secondaire (alors qu'il devrait être notre avenir) : le développement des capacités humaines et l'économie dans l'usage du capital. La suraccumulation de capital débouche sur sa dévalorisation (faillites, explosion des bulles spéculatives, dettes) et interrompt la croissance. La reprise repose sur de nouvelles perspectives d'innovation et de rentabilité. Mais la crise peut devenir d'ordre systémique comme fut celle de 1929 où le capitalisme n'a survécu que par l'intervention massive des Etats dans l'économie. Il faut noter que les régimes politiques socialistes et autocratiques sont eux-mêmes associés à des formes de capitalisme d'Etat (en URSS, en Chine...).

A l'Occident, le moteur de la croissance est toujours plus lié à l'accumulation de capital privé depuis les années '80. L'Etat a fait retrait dans le système productif mais il est commis de gérer les crises du capitalisme en soutenant la demande, ainsi que de contenir les inégalités. Il est aussi responsable des services d'intérêt général en matière de sécurité, justice, santé, éducation... Or sa gouvernance par des lois et des règles changeantes et multipliées a engendré une bureaucratie étouffante que le numérique n'a nullement réduite au contraire. Les agents demandent toujours plus de

moyens mais les dysfonctionnements des services sont majeurs par carence de finalisation, de coordination, de formation. Au total, les dettes publiques ont enflé – tout comme les dettes privées par ailleurs.

Dans ce contexte, Le nombre des entreprises multinationales a été surmultiplié, le financement, le capital et la production se sont internationalisés (on parle de chaînes de valeur). Le capitalisme est devenu global. Et il est frappant de constater que de grandes sociétés sont devenues de grands acteurs politiques et géopolitiques. Les Etats les plus puissants et les grandes firmes qualifiées de champions nationaux font couple, et là où les Etats sont faibles, ils se soumettent à la puissance des monopoles globalisés survalorisés et disposant de moyens financiers exceptionnels.

C'est pourquoi il n'y a plus vraiment de démocratie ou d'autocratie mais une hybridation des deux. Aux Etats Unis, pouvoir d'Etat et pouvoir du capital sont main dans la main. En Russie, en Chine, le pouvoir politique tient les rênes de ses oligarques. En Europe, les gouvernements aspirent à former leurs propres champions et font surtout appel aux investisseurs et firmes globalisés. Une autre option exigerait la mise en œuvre de politiques industrielles et d'investissements planifiés pour les grandes infrastructures et les réseaux de services d'intérêt général dans les domaines de biens publics et sociétaux. Ceci exigerait la création de partenariats publics-privés cogérés entre les entreprises, les collectivités publiques et d'autres acteurs sociaux.

Martin Heidegger et d'autres philosophes ont mis en évidence l'avènement du règne de la technique dans les temps modernes. La technique n'est jamais neutre : elle sert à faire la guerre autant qu'à produire un bien-être. Dans la révolution industrielle, la machine a remplacé la main de l'homme. Aujourd'hui dans la révolution numérique, elle remplace non seulement des organes des sens mais aussi des fonctions cérébrales. Faute de nous approprier sereinement et en profondeur ces nouveaux outils, nous sommes engloutis dans une vague de fond où toute la vie est modifiée. Turchin écrit « Trump a tout d'un esquif pris sur la crête d'un puissant raz de marée ». Mais il ne dit pas assez que le délabrement de la société est intimement lié à la conjonction des

pouvoirs financiers, technologiques et politiques qui le provoque. Les champions de la révolution numérique aux Etats Unis sombrent dans un délire libertarien, prônent une liberté absolue pour légitimer leurs actes, tandis que partout le travail est dévalorisé et les populations soumises à l'addiction des applications consuméristes et au « capitalisme de surveillance » dénoncé par Soshana Zuboff. La « science économique » est elle-même affectée tant les économistes-experts ont creusé leur sillon sans lien avec une anthropologie éclairant les grandes mutations de l'information et de la culture. Il est choquant de lire Philippe Aghion se revendiquer « techno optimiste » en déclarant que l'IA est une formidable opportunité de destruction créatrice. Son vieux maître Schumpeter, un grand théoricien de l'innovation, s'était pourtant inquiété des conditions sociales et politiques de la technique dans son ouvrage « Capitalisme, socialisme et démocratie ».

Les opportunités de l'IA sont majeures mais les risques de destruction aussi et sans précédent. Il s'agit de la robotisation de la vie et du devenir des humains. Certains leaders de la communauté scientifique américaine alertent sur les dangers de la fuite en avant. Le quotidien Financial Times évoque dans un éditorial « un moment Tchernobyl », une catastrophe qui verrait l'explosion d'une bio-arme létale. Léon XIV s'honore quand il appelle à « désarmer l'IA ». Cela étant, l'Eglise ne devrait pas se mettre en position de surplomb en matière d'éthique, et ne pas lâcher la volonté du Pape François de la remettre à l'écoute des sociétés des périphéries du monde. En matière de création éthique, la responsabilité et le partage incombent à tous. Politiques, communicants, acteurs de la société civile (dont les églises font partie) doivent faire l'effort de retrouver les populations au plus près. Il en est de même pour l'Union européenne qui court après les événements et parle valeurs de façon incantatoire en se focalisant en fait sur les conflits d'intérêts à surmonter dans la compétition. Je fais appel à un travail collectif pour une transformation du capitalisme en Europe visant un nouveau type de développement humain, écologique et productif, ce qui permettrait de valoriser enfin les potentiels dont nous nous targuons et d'apporter une contribution à la transformation du monde dans la perspective d'une société universelle.

Dire vrai sur nous-mêmes

L'histoire fait l'objet de conflits interpersonnels et collectifs intenses à dimensions planétaires. Elle touche à l'identité autant qu'à la conscience. L'historien peut-il prétendre faire synthèse du passé pour mieux nous guider ? Y-a-t-il une science de l'histoire ? Paul Veyne, un de nos plus grands historiens, ne le pense pas. Certes les historiens travaillent sur des faits, documents et traces du passé. Mais à la différence des faits qu'étudient les géologues par exemple, il s'agit d'évènements dont les hommes sont acteurs et où leur conscience est en jeu. Par définition ces évènements ne se répètent pas. L'être humain est sujet d'éthique, d'imaginaire et de

volonté. Il n'est pas une essence, son histoire n'est que variations. Les historiens proposent des récits mais leur connaissance de l'esprit passé est mutilée. A la question « comment écrit-on l'histoire », Paul Veyne répond : « l'histoire est un roman vrai ». Les philosophes et les artistes, religieux ou non religieux, donnent leurs propres interprétations. J'ai eu besoin d'eux pour m'aider à compléter les récits des historiens et former ma synthèse personnelle afin d'éclairer les enjeux rencontrés dans mon expérience d'acteur politique.

Dans sa nouvelle « Le livre de sable », l'écrivain Jorge Luis Borges décrit le cauchemar de l'historien qui

voudrait s'assurer de l'ordre des choses historiques et de leur succession. Un jour on frappe à la porte du narrateur qui travaille à un récit historique quand surgit un étranger qui veut lui vendre une autre bible, un autre livre sur le même sujet. Le narrateur raconte qu'il a échoué ainsi à plusieurs reprises dans ses tentatives d'ouvrir la première ou la dernière page de l'œuvre. L'histoire est comme un livre de sable, le passé ne se retrouve pas, le temps est infini.

Citant Borges en exergue de son livre « Le livre de l'Europe », le philosophe Peter Sloterdijk qui bien-sûr connaît bien les travaux des historiens, poursuit un objectif différent d'eux : une mise en scène des représentations symboliques de l'esprit européen. En préambule vient le regard sur Rome et l'Europe latine. Les Romains se sont donnés mandat de diriger les peuples pour exercer un pouvoir de commandement. L'« imperium » est une marque symbolique omniprésente dans l'Empire. Mais dans la scène primitive où commence l'Europe selon Sloterdijk, en l'an 390, Ambroise, évêque de Milan, refuse l'accès de son église à l'empereur Théodose parce que celui-ci n'avait toujours pas fait repentance pour le massacre de Thessalonique. Ambroise fut le mentor d'Augustin, lequel va distinguer la Cité de Dieu de la Cité des hommes. Un texte fondateur. Au XVe siècle, quand les Etats se forment, ils rejouent la scène de l'impérium romain et partent à la conquête du monde. Je recommande le film du portugais Manoël de Oliveira qui s'intitule en contrepoint « Non, ou la vaine gloire de commander ». Une dernière version du symbole a lieu aux Etats Unis d'Amérique avec le mythe de la conquête de l'Ouest. Quant à notre Union européenne, c'est une entité post impériale en mal de signification.

La prise de possession de l'identité européenne commence au Moyen Âge tardif par l'éducation. Au début du XVIIe siècle, le philosophe protestant Comenius écrit que le monde est une grande Ecole où tous les humains sont réunis par la rencontre entre apprenants et enseignants. Et l'Europe en est le lieu. Dans les apprentissages incessants du savoir et du savoir-faire se forment la réussite et le progrès. On met en valeur la figure du maître, mais celle de l'étudiant compte plus encore quand sont activés humilité et ambition. Borges disait que le lecteur compte plus que l'auteur. Les Lumières ont magnifié l'éducation mais ensuite les révolutionnaires ont commis les pires horreurs qui ont été minorées ou cachées... Puis est advenu le nihilisme, rejet de la tradition initié par Nietzsche qui en appelait à un Homme nouveau. Qu'en est-il advenu ? Révéler les horreurs sans évacuer les grandeurs est une lourde tâche. Aujourd'hui la culture historique est réduite à l'état de reliques dans des musées. Au cœur de la faillite de l'éducation nationale, nous vivons l'effondrement de l'enseignement de l'histoire en Europe.

La rupture commence au XXe siècle après la deuxième Guerre mondiale, moment dont nous sommes loin d'avoir tiré les enseignements. Sloterdijk met en évidence l'ouvrage publié en 1938 par l'historien Rosenstock-Huessy « Out of revolution. Autobiography of western man » qui, contre les philosophies du nihilisme et du

néant, exprime la volonté de tenir bon sur la possibilité d'une histoire cohérente. Mais la fin d'une idée de l'histoire universelle a coïncidé avec la nationalisation de leur moi par les Européens. Les cultures modernes marquent un déracinement profond, un désapprentissage, au risque d'abandon de l'engagement pour repenser le bien commun.

En guise de souci d'autobiographie écrit Sloterdijk « de nombreux membres de la civilisation euro-américaine ont commencé à se contempler dans les miroirs de l'Est global, du Sud global, de l'indigénéité globale, jusqu'à en perdre tout espèce de goût pour l'affirmation de soi ». Est-ce irréversible ? C'est une question de confiance et de volonté, et pour ma part, je ne cesse d'appeler à un nouveau récit pour l'Europe. Gardons-nous des prophéties auto-réalisatrices du déclin comme fut celle d'Oswald Spengler. Il n'y a pas de prédétermination, et si le pape François a pu dire avec humour que l'UE ressemble à « une vieille grand-mère fatiguée », elle est néanmoins une entité sans précédent. L'Europe n'est pas encore sortie de l'histoire. Quand l'avenir de l'humanité est en jeu, il y a besoin d'une nouvelle grande école du monde où nous aurions une contribution précieuse à apporter si nous ne renoncions pas à régénérer les idéaux de notre propre tradition...

Saint-Augustin était obsédé par la quête de la vérité. Il est le premier, bien avant Jean-Jacques Rousseau, à avoir écrit des « Confessions ». C'est d'abord à l'intérieur de chaque homme que se cherche la vérité, elle n'est pas un concept abstrait venant de l'extérieur. Ce faisant, il a découvert qu'elle ne va pas sans amour d'autrui et de la vie qui nous transcende. Consacrant sa thèse de doctorat au concept d'amour chez Augustin, Hannah Arendt révèle que l'indistinction entre le vrai et le faux est le chemin du totalitarisme. Mais dire vrai sur soi-même est une lourde épreuve. Edgar Morin a consacré un des tomes de sa « Méthode » à l'éthique. Il en distinguait trois dimensions : auto, socio et cosmo éthiques. Comme lui, je pense que l'auto éthique est la plus difficile (et à cet égard son « Autocritique » est un de ses meilleurs livres).

Depuis le XVIe siècle, les Européens s'étaient donné une mission qu'on peut résumer ainsi : « Allez et enflammez le monde ». Elle a ouvert le temps des impérialismes. Même si elle a pu comporter de l'abnégation et un réel désir de découverte, et non pas seulement procéder de mobiles intéressés, le mal est fait. Goethe l'a reconnu : « on a la force, donc on a le droit ». Je fais observer que les Athéniens disaient déjà cela quand ils ont pratiqué le génocide des habitants de l'île de Milos.

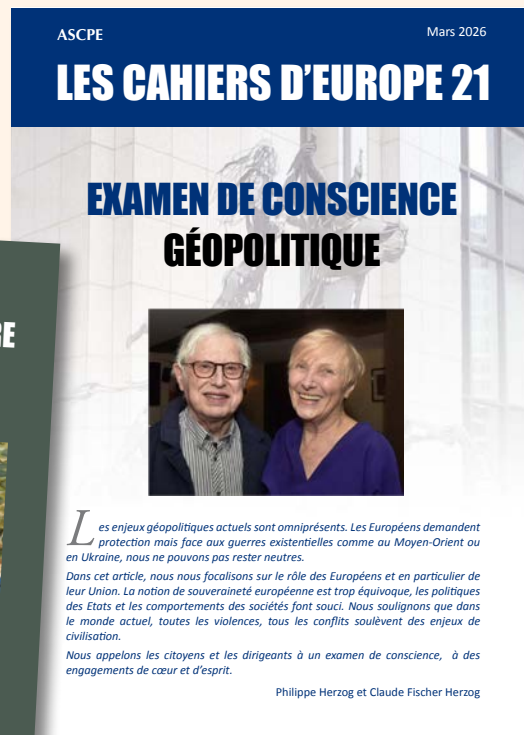
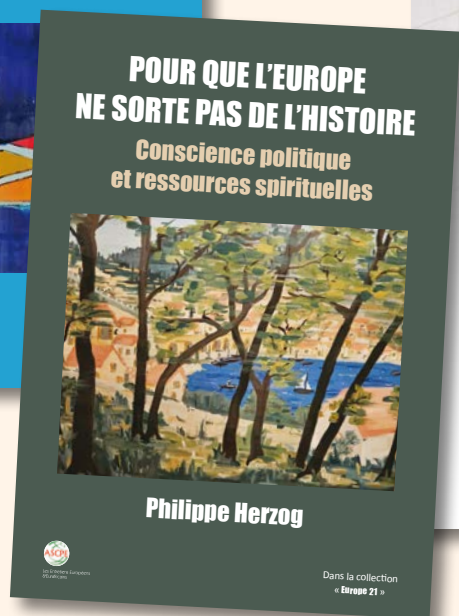
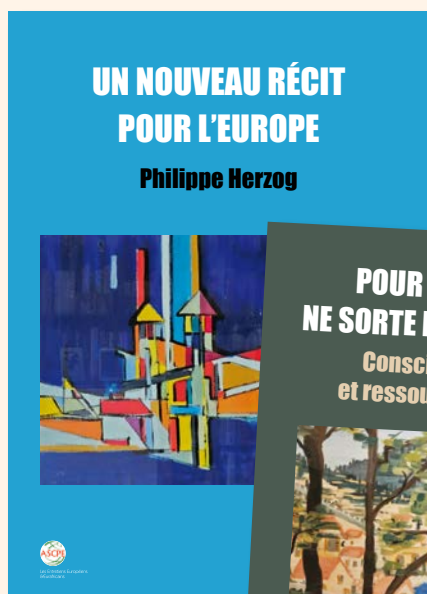
Aujourd'hui la tendance de l'homme européen est de passer des aveux au nom de l'espèce. Ce mode de confession générale n'est-il pas tout simplement une forme de narcissisme où l'homme rationnel se fait juge et partie ? Du monde extérieur l'accusation a monté, ainsi que le ressentiment et la haine. Franz Fanon a mené combat contre la décolonisation en prônant la violence absolue. Mais les damnés de la terre (c'est le titre de son livre) ne se maltraitent-ils pas les uns les autres ? Le démon de la radicalité ne conduit qu'au néant. Cela étant, l'Europe perd au profit de portraitistes venus d'ailleurs le

quasi- monopole du modelage de sa propre image. Mais combien de ceux qui combattent l'Europe ne peuvent la citer sans la parodier. Tous les Etats et sociétés s'arrogent le titre de démocraties. Nous aurions plutôt besoin qu'ils nous enrichissent d'apports de leurs propres civilisations afin d'édifier ensemble un humanisme de notre époque. L'épreuve de l'altérité est universelle, y répondre exige une reconnaissance mutuelle.

Sloterdijk appelle les Européens à répondre à deux questions : « pourquoi les messages de maîtrise de soi et d'amour se transforment-ils en violence et en haine », et « où en es-tu avec tes concitoyens juifs ? ». On touche ici la blessure la plus ancienne de notre civilisation. Loin d'être refermé, l'antisémitisme est réactivé avec

virulence aujourd'hui. Pour comprendre les violences, les œuvres de l'anthropologue René Girard sur les rivalités mimétiques, les mécanismes du bouc émissaire, voire les désirs de dictature, sont précieuses. Plus généralement il y a besoin d'un grand effort de renouvellement critique, constructif et imaginatif, des ressources spirituelles qui, entre foi et raison, ont jalonné notre civilisation. Le but est de renouer un fil entre passé et avenir et la transcendance que cela suppose dépasse croyance et incroyance. Elle est incommensurable. La difficulté est de réussir à réunir conscience et raison pour faire face à chaque événement politique et géopolitique, en acceptant l'épreuve du regard des autres.

Philippe HERZOG, le 15 juin 2026



- **Un nouveau récit pour l'Europe** - Essai de Philippe Herzog - Février 2024
Editions ASCPE Les Entretiens Européens & Eurafricains – Collection Europe 21
- **Pour que l'Europe ne sorte pas de l'histoire** - Essai de Philippe Herzog - Avril 2025
Editions ASCPE Les Entretiens Européens & Eurafricains – Collection Europe 21
- **Examen de conscience géopolitique** - Article de Claude Fischer et Philippe Herzog - Mars 2026
Les Entretiens Européens & Eurafricains – *Les Cahiers d'Europe 21*

Les Entretiens Européens & Eurafricains - Les Cahiers d'Europe 21

Directrice de publication : Claude Fischer Herzog

Tel. 06 72 84 13 59

95 Boulevard Saint-Michel - 75005 - Paris

Claude.fischer-herzog@entretiens-europeens.org

www.entretiens-europeens.org